
Intervention CGT
Tourisme d’Affaire
Séance Plénière du 17 mars 2009

Monsieur le Président, Chers Collègues,

Tourisme d’affaire tout reste affaire....

Cette autosaisine a permis d’approfondir la place du tourisme d’affaire dans notre région Aquitaine.

En cela nous a été révélé ses particularismes positifs et négatifs.

Le manque de concertation des différents acteurs dans un secteur fragile ne trouvera de solution que par la volonté de changement, radical pour certains, dans leur approche professionnelle.

Le tourisme d’affaire participe à l’attractivité économique des territoires ou lieux de destinations avec des retombées significatives sur l’économie locale.

Hors saison le tourisme d’affaire représente 26% du total des dépenses touristiques. 16% des séjours et 10% des nuitées sont dues à ce type de tourisme.

Des grands investissements ont été consentis par la collectivité publique(centres de congrès, parcs d’exposition etc...), les aides de la Région Aquitaine sont multiples et significatives : en moyenne 7 millions d’euros par an ces trois dernières années.

L’appui aux entreprises pour la participation à des salons ou manifestations professionnelles hors Aquitaine a été de 2,4 millions en 2008.

Cette multiplicité d’intervention mérite une mise en cohérence de la politique régionale en faveur de ce secteur. Mais à la condition que les différents opérateurs veuillent bien mutualiser leurs savoirs , expériences et ressources. Ce qui ne nous a pas paru être le cas.

Bien au contraire, se prévalant d’un système économique concurrentiel les grandes destinations que sont Bx Arcachon et Biarritz (un peu moins pour Pau) se regardent comme concurrents en ont montré leur peu de volonté à travailler ensemble pour qu’une destination Aquitaine soit un élément moteur du tourisme d’affaire, tout en réclamant plus d’aide de la part de la collectivité ,notamment régionale.

La Région pourrait avoir un rôle fédérateur pour tous ces différents intervenants privés en conditionnant les aides à un engagement formel en terme de mutualisation et d’approches communes, de sécurisation du salariat souvent précaire et mal formé pour qu’une dynamique collective commune donne à notre région une image de savoir faire et d’attractivité pour ce segment important de notre économie .

Je vous remercie de votre attention.